

Intervention de Mohammed Samraoui (ex-colonel algérien ayant dénoncé les chefs de son armée), devant les médias espagnols

CONFERENCE DE PRESSE

Vendredi 30 novembre 2007 à 12 h 30

Syndicat des journalistes de Catalogne

Ronda Universitat, num. 20, 3º, 1a, Barcelone

L'ex-colonel algérien Mohammed Samraoui, numéro deux de la Direction du contre-espionnage du Département de renseignement et de sécurité (DRS, ex-Sécurité militaire) au début des années 1990 et réfugié politique en Allemagne depuis 1996, donnera une conférence de presse le vendredi 30 novembre à 12 h 30, au siège du Syndicat des journalistes de Catalogne à Barcelone (Espagne). L'officier de grade le plus élevé ayant dénoncé la « sale guerre » conduite contre les islamistes algériens informera sur sa situation actuelle face à la justice espagnole, dans l'attente de la décision que doit prendre la Audiencia nacional concernant la demande d'extradition émise à son encontre par l'Algérie.

Appuient notamment sa demande de non-extradition les organisations suivantes : Sodepau, Algeria-Watch, l'Institut de Drets Humans de Catalunya (Institut des droits de l'homme de Catalogne), le Réseau euroméditerranéen des droits de l'homme, Justícia i Pau (Justice et Paix), la Federació Catalana d'ONGs pels Drets Humans (Fédération catalane d'ONG pour les droits de l'homme), le Centre de Treball i Documentació (CTD), le CIEMEN, la Fundació Alfons Comin, le mouvement politique algérien Rachad y le Front des forces socialistes d'Algérie (FFS).

Le 22 octobre dernier, Mohammed Samraoui a été arrêté à Benalmádena (province de Malaga), où il participait à une rencontre internationale d'échecs en sa qualité de président de la Fédération internationale d'échecs par correspondance, et transféré à la prison de Soto del Real (Madrid). Il a été mis en liberté provisoire le 31 octobre par le juge antiterroriste Ismael Moreno, de l'Audiencia Nacional, dans l'attente de sa décision sur la demande d'extradition algérienne. Ses affaires personnelles, saisies lors de l'arrestation, et son passeport ne lui ont pas été restitués.

Onze ans après sa désertion de l'armée algérienne, l'ex-colonel a été arrêté par la police espagnole, qui devient ainsi la seule institution européenne à exécuter le mandat d'arrêt international émis à travers Interpol par les autorités algériennes, lesquelles l'accusent de « désertion, atteinte au moral de l'armée et activité terroriste ».

Samraoui est le militaire de grade le plus élevé qui ait osé dénoncer publiquement les pratiques les plus sombres de l'armée contre la population algérienne. Dans de

nombreux médias, et de façon détaillée dans son livre *Chronique des années de sang* (2003), il a révélé comment plusieurs massacres de civils attribués aux « barbus » ont été en réalité perpétrés par des militaires et comment le numéro deux des services de renseignements de l'armée (DRS), le général Smaïn Lamari, a ordonné à Samraoui d'assassiner deux islamistes en Allemagne.

Son arrestation en Espagne a mobilisé l'exil algérien en Europe, des associations de défense des droits de l'homme espagnoles et françaises et les socialistes algériens, principaux opposants au gouvernement d'Alger. Selon la Convention internationale sur le statut de réfugié, ratifiée par l'Espagne, un réfugié politique – et Mohammed Samraoui bénéficie de ce statut depuis avril 1996 – ne peut être extradé vers son pays d'origine. Pour l'éviter, une campagne de signatures a été lancée par plusieurs organisations : elles seront rendues publiques lors de la conférence de presse et seront remises ensuite aux autorités espagnoles.

Contact presse Comedia : Ana Sanchez, Marc Gall.
festival@comedianet.com ; mgall@comedianet.com.
Tél : + 34.932.68 21 43 ; +34.638. 01 45 45.